



**Affiché sur le chantier le**

**16 OCT. 2024**

# CERTIFICAT

Exigé par l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et attestant que l'exécution de la construction définie ci-après a fait l'objet d'une autorisation de M. le Bourgmestre conformément aux dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur.

Pendant le délai durant lequel l'autorisation est susceptible de recours, le public peut prendre inspection à la maison communale des plans y afférents.

Genre et situation de la construction:

**Construction d'un car-port  
à L-6310 BEAUFORT 10, Chemin des Rochers  
sur les fonds inscrits au cadastre de la commune de Beaufort,  
section C de Beaufort, numéro 121/3905**

Autorisation de construire délivrée par le Bourgmestre le **08.10.2024**, N° **47/2024**

Nom de l'architecte et N° de l'autorisation gouvernementale: /

Un recours contre la décision est ouvert conformément aux prescriptions du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des Communes. Ce recours peut être interjeté auprès du Tribunal administratif par un avocat à la Cour. Il doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente.

Le Bourgmestre,

